

Sur les traces des OGM L'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE

Greenpeace promet des visites achalantes aux épiciers. Les manifestants en faveur de l'étiquetage obligatoire des OGM cibleront en premier lieu les supermarchés Loblaws.

PAR DENISE PROULX

«**L**e gouvernement fédéral n'entend pas le langage de la raison, alors nous allons durcir le ton. On va visiter les distributeurs et les manufacturiers agroalimentaires, on continuera jusqu'à ce qu'ils comprennent», a annoncé Éric Darier, porte-parole de Greenpeace Québec.

Le 17 octobre dernier, la Chambre des Communes a rejeté en deuxième lecture, par 126 voix contre 91, le projet de Loi C-287 sur l'étiquetage obligatoire des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM). La majorité des députés du Bloc Québécois a voté en faveur, ainsi que 34 députés ministériels (libéraux), dont sept du Québec. Les membres du Conseil des ministres présents ont tous voté contre. Allan Rock, ministre de la Santé, qui avait appuyé le

projet de loi dans un premier temps, brillait par son absence.

Depuis deux ans, les sondages réalisés sur la question rapportent que 95% des Canadiens souhaitent un étiquetage obligatoire des OGM. Action Réseau Consommateur et la Fédération des ACEF du Québec interviendront devant le Comité consultatif canadien sur les biotechnologies (CCCB) et l'Office des normes générales du Canada, qui consultent les Canadiens sur la création d'une grille de normes : «Il n'existe aucun consensus entre l'industrie agroalimentaire, les scientifiques et les consommateurs. Les industriels visent une limite minimale de 5% de traces d'OGM pour imposer un étiquetage (la norme européenne est de 1%). Ce seuil est bien trop élevé et ne correspond pas aux attentes des

consommateurs», dénonce Joseph Caron, d'Action Réseau Consommateur.

Le rapport du CCCB, en août 2001, suggérait de commencer par un étiquetage volontaire, quitte à le rendre obligatoire ultérieurement. «Nous voulons nous assurer d'une homologation efficace. Le Comité veut encore vérifier des données scientifiques. Pour nous, c'est un aveu que leur système contient des faiblesses importantes», poursuit M. Caron.

La députée Suzanne Tremblay, du Bloc Québécois, croit qu'il ne faut pas partir en peur avec l'étiquetage obligatoire. «Il faut dédramatiser les OGM. Des raisins sans pépins, c'est pas si catastrophique que ça. Personne ne peut garantir des ali-

ments 100% sans OGM», a-t-elle commenté.

Le Bloc Québécois entend prendre au pied de la lettre la demande de quatre ministres fédéraux, dont Allan Rock, de confier au Comité permanent de la santé la tenue d'audiences pour inventorier les meilleurs moyens de répondre aux besoins d'information des consommateurs. «On pense qu'il faut aborder la question de la traçabilité. Elle existe déjà pour la production du lait, et des normes sont sur le point d'être reconnues pour la viande. C'est par là qu'on va faire avancer les choses. La cause n'est pas désespérée», a déclaré M^{me} Tremblay. Le Comité consultatif canadien sur les biotechnologies divulguera son rapport en juin 2002. □

Travail autonome

Devenir son propre patron? Mythes et réalités du nouveau travail autonome, du journaliste Jean-Sébastien Marsan, aux Éditions écosociété, lève le voile sur cette forme de travail, adulée par d'aucuns, honnie par les autres.

Témoignages, entrevues, statistiques et analyses du discours idéologique autour du travail autonome. L'auteur brosse un sombre por-

trait des travailleurs en «solo» sans sécurité sociale. À la merci des patrons, sans collègues de travail, ils sont la cible de donneurs de travail qui en demandent toujours plus pour offrir moins. «Quand la moitié des travailleurs autonomes gagne moins de 20 000 \$ par année, en bossant plus de 40 heures par semaine, il ne faut plus parler d'une occasion d'affaires, mais de lutte pour la survie.» Journaliste depuis 1994, Jean-Sébastien Marsan collabore régulièrement à *Recto Verso* et à d'autres publications.

Louise Harel

Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole



Agir autrement

par l'action sociale pour retrouver force et dignité tout en participant au développement de la collectivité québécoise.

Québec